

Energie/Convention d'exploitation

Veolia sur le point de rempiler !

Alors que ses prestations ne sont pas à la hauteur des attentes des populations, Veolia est sur le point de boucler avec l'Etat gabonais un nouveau contrat d'exploitation d'eau et d'électricité. Contrat grâce auquel Ali Bongo se maintient au pouvoir.

Merlin Mbina

Grâce à Ali Bongo et à Maixent Accrombessi, la souffrance des Gabonais pourra durer encore quelques décennies. Eh oui, les délestages et autres coupures d'eau ne sont pas sur le point d'être de lointains souvenirs, car les intérêts financiers du groupe français passent devant le bien-être de la population gabonaise, qui peut désormais recourir à d'autres sources à risque, notamment aux puits de fortune, aux rivières insalubres... pour s'approvisionner en eau. En effet, lors de la dernière visite du P-DG de Veolia, Antoine Frérot, en octobre 2015, il était convenu avec le gouvernement gabonais d'une évaluation de la concession de gestion des secteurs d'eau et d'électricité. C'est dans cette optique que le gouvernement gabo-



Sur le dos des intérêts des populations, Veolia rempile.

nais, à l'époque représenté par le ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques, Guy-Bertrand Mapangou et son collègue en charge de l'Economie, Régis Immongault Tatangani, d'une part, et le groupe Veolia, représenté par son P-DG, Antoine Frérot, d'autre part, avaient signé, jeudi 07 juillet dernier, un protocole de négociation conformément aux dispositions de l'article 46 de la convention de concession du 13 juin 1997. Rien pourtant ne laissait présager un tel accord sur les modalités d'évaluation de la concession en cours

d'achèvement, tant les discussions engagées, il y a deux ans, avaient mal démarré et s'étaient enlisées au point d'envenimer la relation entre la France et le Gabon. Face à cette situation de blocage, le groupe français n'a pas ménagé son lobbying, sollicitant le concours du Quai d'Orsay et l'intervention directe de François Hollande. La société civile, l'association des consommateurs ainsi que certains opérateurs économiques décriant la médiocrité des services fournis par la SEEG (Veolia) auront tout tenté pour éviter la reconduction de cette

convention. Mais l'apparition dans les négociations de l'homme providentiel d'Ali Bongo, Maixent Accrombessi, a sonné le glas des espoirs d'une fin de contrat de Veolia. L'ex-directeur de cabinet de Boa est en effet apparu pour discuter directement avec le P-DG de Veolia, Antoine Frérot. Ainsi, à la manœuvre aux côtés des ministres Mapangou et Immongault Tatangani, le bourreau des Gabonais s'est appuyé sur la confiance aveugle qu'Ali Bongo lui voue pour œuvrer aux fins de rapprocher les positions.

Au cours de ces négociations, les deux parties se sont engagées à :

- réaliser un programme d'investissements d'urgence pour corriger les insuffisances les plus significatives ;

- faire un inventaire et un diagnostic contradictoire des ouvrages du service public ;

- réaliser une étude tarifaire pour, entre autres, déterminer la structure du tarif et préciser la part à affecter aux dépenses d'investissement.

La signature de ce protocole de négociation entre Veolia et le Gabon constitue l'épilogue d'une séquence qui aura longtemps crispé les relations économique-diplomatiques entre les deux pays, tant le groupe Veolia représente un pan considérable de l'économie française.

Mais, au regard de ce que propose dame SEEG, cet accord est un drame, car l'entreprise française ne propose aucun service de qualité à ses usagers.

Voilà le prix du maintien au pouvoir d'Ali Bongo !

Moutouki

B.P 1343 Libreville (Gabon)

Email :

hebdomadairemoutouki@gmail.com

Tél : 07954486/06770501

Directeur de publication : Axelle Nkouari

Rédacteur en chef : Orca Boudiandza Mouele

Secrétaire de rédaction : Albert Ndong Mba

Rédaction :

Carole Moussavou

Raymond Mbeng

Mathias Otando

Casimir Mapiya

Charles Mendome

Elisabeth Akuma

Adolphe Mezui

Merlin Mbina

Impression : Multipress

Distribution : Sogapresse

Tirage : 6000 exemplaires